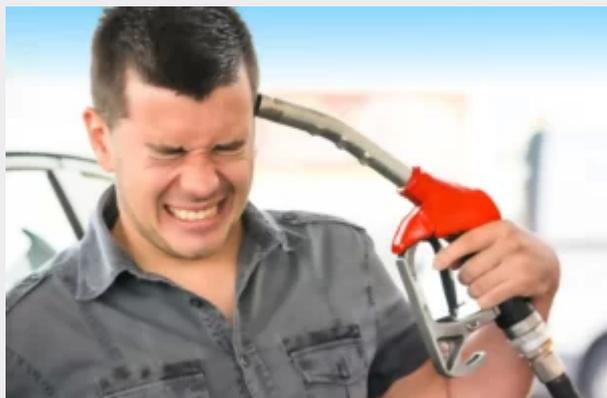


Ce document officiel qui prouve que les pénuries de carburant et d'électricité sont programmées



[Source : lecourrierdesstrategies.fr]

Beaucoup de Français découvrent que les stations essence sont fermées ou menacées de fermeture faute de carburant à vendre. Si l'on en croit la propagande distillée par le cartel de la presse subventionnée, la pénurie n'existe même pas. Mais, si l'on suit les documents officiels (passés inaperçus en leur temps) et les déclarations du président Macron, on comprend que cette situation de rupture est tout sauf innocente. En voici la preuve.

[Source :

https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/2020-03-25_MTES_SNBC2.pdf

trouvé sur

<https://www.ecologie.gouv.fr/strategie-nationale-bas-carbone-snbc> (*)]

2020-03-25_MTES_SNBC2Télécharger

(*) capture PDF de la page d'accès (NDLR Cette page indique – au-dessus du panneau sur les cookies – que **cette stratégie a été adoptée pour la première fois en 2015**, donc d'avant la crise Covid et bien avant la guerre en Ukraine.) :

Strategie-Nationale-Bas-Carbone-SNBC-_-Ministeres-Ecologie-Energie-TerritoiresTélécharger

Cet été, j'avais rappelé la similitude confondante entre les propos de Macron sur la grande bascule et la fin de l'abondance, d'un côté, et le plaidoyer de

Klaus Schwab dans le Great Reset pour une bascule énergétique brutale après la crise du COVID, de l'autre. Fidèle à son rôle de désinformation et de propagande officielle, le cartel de la presse subventionnée a bien entendu tenu la sortie présidentielle pour une élucubration et a dissimulé (parfois avec sincérité, d'ailleurs) le véritable sens des intentions macroniennes.

Deux mois après l'annonce de la grande bascule, les Français baignent quotidiennement dans des annonces sur les coupures de gaz et d'électricité, et font la queue parfois pendant plusieurs heures pour remplir leur réservoir d'essence. Effet du hasard ?

Non, bien entendu, et c'est en lisant la « stratégie nationale bas-carbone » de mars 2020 (c'est-à-dire du début du confinement), adoptée par décret le 21 avril 2021, et publiée seulement le 21 juillet 2022, que l'on comprend la préméditation politique qui existe dans les pénuries actuelles.

Non seulement le Great Reset les a recommandées et théorisées, mais surtout le gouvernement français l'a fait...

Les pénuries dans la stratégie bas-carbone

J'ai publié le document gouvernemental officiel ci-dessus, ce qui permet à chacun de le lire à tête reposée. Il s'agit de décliner l'accord de Paris qui prévoit une stratégie à neutralité carbone pour 2050. Ce document doit être lu au premier et au second degré : entre ses lignes, on y trouve les annonces de la situation actuelle.

Pour en avoir le cœur net, je vous propose ici un florilège de citations qui en disent long sur ce que nous connaissons aujourd'hui.

L'urgence d'une bascule énergétique à court terme

Ce qui ressort de la stratégie nationale de bas carbone, rédigée en mars 2020, rappelons-le, c'est cette phrase (page 12), qui en dit long sur la logique du document :

Le dépassement pourrait s'aggraver pour le deuxième budget carbone (2019-2023) adopté en 2015 au vu de l'inertie du système, et notamment des émissions des transports qui, spontanément, croissent plus vite que le PIB. Des actions efficaces pour réduire sur le court terme les émissions sont donc indispensables pour limiter au maximum ce dépassement.

Tout est dit, d'une certaine façon, dans ce paragraphe elliptique. Il faut des "actions efficaces pour réduire sur le court terme" toute cette pollution qui menace la planète de disparition. Comme le sous-entend, de façon limpide, le document, il faut agir avant 2023, c'est-à-dire avant le troisième budget

carbone.

Nous y sommes. Il est frappant de voir ici la proximité entre le calendrier proposé par le Great Reset et la stratégie gouvernementale française...

Un appel à peine voilé aux pénuries

Pour comprendre ce que la stratégie nationale bas-carbone range dans les actions efficaces à court terme, il faut parcourir la suite de ce document. On en trouve l'idée à la page 18 :

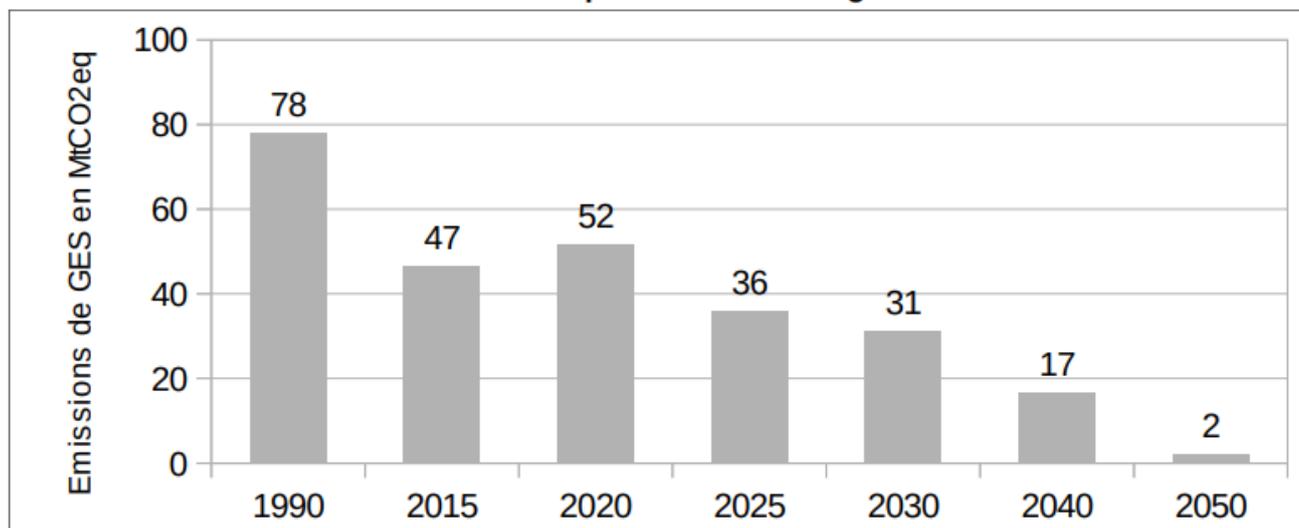
par une évolution sociale à grande échelle en faveur de la transition climatique et énergétique, via notamment la promotion des modes de vie et de consommation plus sobres et d'un net renforcement des logiques d'économie circulaire et de réduction des déchets, incluant également une évolution des compétences des entreprises et territoires via la formation professionnelle.

Là encore, les mots sont si éloquentes : « une évolution sociale à grande échelle », la « promotion des modes de vie et de consommation plus sobres »... Non, ces mots ne sont pas tirés d'un discours de Macron, de Le Maire, de Pannier-Runacher en octobre 2022... ils viennent d'un rapport officiel de mars 2020 !

Une réduction brutale de la consommation d'énergie

Si certains restent sceptiques vis-à-vis de ces déclarations d'intention, je leur recommande de lire attentivement le chapitre consacré aux économies d'énergie à court terme. Voici l'objectif (page 29) fixé par le document :

Émissions du secteur production d'énergie dans l'AMS



Ce que le rapport appelle « l'AMS », c'est « l'Ajout de mesures supplémentaires », c'est-à-dire la situation après mise en œuvre des politiques publiques. Comme on le voit, en mars 2020, le gouvernement a prévu une baisse des émissions de gaz à effet de serre, dans le secteur de l'énergie, de 52 MCO₂ à 36 en 2025, soit de près de 33 %.

Et comment parvient-on à baisser la production de CO₂ de 33 % en 5 ans dans le domaine de la production d'énergie ?

On comprend que le rapport officiel soit laconique sur le sujet. La réponse nous est donnée par les pénuries actuelles.

Pour une évolution des normes sociales

Je passe ici sur les questions économiques ou globales de la stratégie, pour en arriver à des chapitres drolatiques, qui proposent une évolution de la norme sociale en matière de consommation, et tout particulièrement de consommation d'énergie.

On lira donc goulûment, page 73, le chapitre "Éducation, sensibilisation et appropriation des enjeux et des solutions par les citoyens".

Voici quelques phrases rédigées dans ce texte, qui en disent long sur la situation que nous connaissons (pages 73 & 74) :

La stratégie promeut une mobilisation de la sobriété dans les comportements individuels et collectifs (évolution des normes sociales) principalement via l'information, l'éducation et la sensibilisation des citoyens. Une régulation de l'offre et un signal prix clair pourront également mieux orienter les consommateurs vers une consommation bas-carbone.

Là encore, il faut bien approfondir le sens de la "régulation de l'offre et un signal prix clair", expression pudique qui désigne clairement les pénuries et la hausse vertigineuse des prix, qu'il s'agisse de l'électricité, du gaz ou du pétrole. La situation actuelle était donc écrite dès mars 2020, mais en termes élégants...

Diverses mesures qui se réalisent en 2022

Au fil des pages, on trouvera des propositions éparses qui préparent la situation de pénurie que nous vivons.

Ainsi, page 81, la stratégie propose deux mesures intéressantes :

maîtrise de la croissance de la demande (pour le transport de voyageurs

et de marchandises)

optimisation de l'utilisation des véhicules (pour le transport de voyageurs et de marchandises)

On comprend tous que la meilleure façon de maîtriser la "croissance de la demande" est d'assécher les pompes à essence, pour créer un choc comparable à celui du confinement.

Page 84, on trouvera l'appel à la généralisation du télétravail...

Page 120, il ne faut surtout pas manquer une autre proposition qui en dit long sur la planification de la crise actuelle :

la limitation à terme de l'utilisation des moteurs thermiques aux seuls usages indispensables, compte tenu de leurs rendements limités

Quelle meilleure façon de limiter le recours à l'automobile que d'organiser la pénurie ?

Ces quelques éléments (qui dessinent un avenir dystopique sur lequel nous reviendrons prochainement) permettent de mieux comprendre la passivité du gouvernement face aux pénuries. En réalité, celles-ci étaient souhaitées, prévues, et sont considérées par la caste comme la façon la plus commode d'obliger le petit peuple à se lancer dans la transition énergétique.

La méthode a déjà été testée avec le confinement. "On s'adapte". Tel est le maître-mot de la gouvernance liberticide que nous subissons.